



24 février 2025

Oligarques voyous de la planète, contre les peuples

C'est bien à l'image de ce monde de brigands impérialistes qu'au terme de trois ans de guerre provoquée par l'agression militaire russe contre l'Ukraine du 24 février 2022, et après les énormes sacrifices qu'ont consentis les classes populaires, Trump téléphone à Poutine pour entamer des négociations, dites de paix, qui laisseraient à la Russie le cinquième du territoire ukrainien qu'elle occupe. Sans aucune considération pour les sentiments du peuple ukrainien. Même Zelensky, représentant des riches et capitalistes du pays, se retrouve sur la touche : les échanges entre États-Unis et Russie ont eu lieu sans lui !

Fauteurs et profiteurs de guerre

On en est pourtant à trois ans de bombardements, guerre de tranchées et massacres. Trois ans de destructions, de déplacement de populations dans le pays et d'exil pour plus de huit millions de personnes. Au total, il s'agit probablement de centaines de milliers de morts et blessés. Dont des dizaines de milliers de victimes civiles ukrainiennes. Les plus pauvres du pays vivent sans eau ni électricité, sans chauffage, sous une loi martiale qui interdit toute grève ou manifestation d'opposition à Zelensky, qui, tout en répandant des illusions sur l'efficacité des armes occidentales pour résister à Poutine, a continué une politique d'attaques contre les travailleurs. Côté fédération de Russie, un million et plus de citoyens se sont opposés à la guerre et ont subi la répression ou l'exil. Les dirigeants américains et leurs alliés de l'Otan n'ont aidé militairement et financièrement l'Ukraine que dans la stricte limite du retour sur investissements qu'ils en attendaient.

Alliés dans l'Otan mais concurrents

Par la voix de Trump, l'impérialisme américain siffle une fin de partie déjà annoncée par Biden. Ses sanctions économiques ont affaibli Poutine, tout en lui conservant le rôle de pilier de l'ordre impérialiste dans une partie du monde. L'Europe a été coupée du gaz russe et d'autres liens commerciaux et financiers qu'elle avait avec la Russie, condamnée, entre autres, à l'achat d'un gaz américain plus cher. Les États de l'Union européenne ont été encouragés à saigner leur population par l'augmentation de budgets militaires... en grande partie pour les profits des marchands d'armes américains qui sont les premiers producteurs et exportateurs mondiaux. Trump réclame même à Zelensky la possibilité

d'exploiter des richesses minières du pays. Les chantiers et profits d'une reconstruction s'ouvrent !

Macron va-t-en-guerre... direction Washington !

Comme d'autres dirigeants européens qui n'ont pas été conviés aux rendez-vous entre États-Unis et Russie, Macron est vexé et a trouvé la parade : se faire le champion d'une prétendue « Europe de la défense ». Une Europe qui à ce jour achète 63 % de ses armes outre-Atlantique ! Aux chefs des partis français qu'il a réunis, Macron a proposé de passer de 2,1 à 5 % du PIB les dépenses militaires de la France. Et, peu regardant sur la peau des autres, il envisage d'envoyer des troupes en Ukraine pour « garantir la paix », c'est-à-dire le partage qu'auront marchandé Trump et Poutine. C'est du grand théâtre, mais sur fond de nationalisme et militarisme professés par les réactionnaires de droite et d'extrême droite mais aussi de gauche : le Parti socialiste applaudit ! Une politique évidemment à combattre.

Proletaires de tous les pays, unissons-nous !

Les classes populaires ukrainiennes n'ont malheureusement pas pu organiser leur propre défense contre Poutine, en comptant sur leur capacité à aller chercher des alliés du côté des travailleurs russes. Du côté de ces derniers, la voie d'une politique internationaliste pour empêcher la guerre n'a pas été trouvée non plus. Ni ailleurs contre les politiques de Biden, Trump et Macron et leurs semblables. Ce serait et sera pourtant la seule parade à ces dépeçages de terres, de peuples et de droits démocratiques auxquels se livrent les voyous impérialistes de la planète, en Ukraine, au Moyen-Orient, en Afrique et partout.

Pas à une contradiction près

Avec le même genre d'arguments fallacieux pour nous imposer au forçariat le travail à distance en 2020 et se faire des économies sur notre dos, la direction voudrait maintenant que nous revenions 2 à 3 jours sur site selon les directions, pour des raisons de « cohésion d'équipe », sans blague ! Et pas seulement aux USA comme elle a tenté de s'en défendre fin 2024 suite au mail incantatoire envoyé par le directeur d'ENG. Alors que les salariés se sont bon grès mal grès organisés depuis 4 ans avec du télétravail massif imposé, il nous faudrait à nouveau tout remettre en cause ? Et pour beaucoup de nos collègues qui viennent de loin, notamment ceux qui ont déménagé de Vélizy, le retour en présentiel est synonyme de nombreuses heures perdues dans les transports, sur la route ou dans les bouchons. Pas question, à nous de décider, le télétravail cela doit être au volontariat, dans notre intérêt pas de celui de la direction de Stellantis.

Pas question d'être parqués

Avec le déménagement en 2025 du CEMR au « Green campus » le ratio poste de travail/nombre de salariés va encore en prendre un coup, il descendrait à 5 pour 10. Autant dire que si la direction réduit la part de télétravail, nos conditions de travail vont encore se détériorer et cela va être le « jeux » des chaises musicales et de la promiscuité. Si la direction veut nous faire revenir alors qu'elle prévoit le nombre de places suffisantes pour tous.

On ne va pas se contenter des miettes

Le 20 février s'est déroulée la seconde réunion sur les salaires pour 2025. Elle a duré de 14h00 à plus de minuit avec rien de moins que 5 interruptions de séances. Un vrai Vaudeville orchestré par la direction, goguenarde, pour au final ne lâcher que des miettes. Les arguties ne manquent pas dans la bouche de la direction, pseudo concurrence chinoise, « transition énergétique », etc. C'est littéralement se moquer du monde.

Pourtant avec 54 milliards d'euros de bénéfices engrangés depuis 2021 et 7 milliards d'euros versés en septembre 2024 aux actionnaires, ce n'est pas l'argent qui manque pour exiger de véritable augmentation de salaires : 400 euros net mensuel.

Des exemples à suivre

A Poissy, Sochaux, Mulhouse, Valenciennes plusieurs centaines de salariés au total ont débrayé pour protester contre les miettes que la direction voudrait nous donner. Comme eux, c'est partout

qu'il faut construire le rapport de force pour contraindre Stellantis à cracher au bassinet.

Interdisons les licenciements

À Allonnes, à côté du Mans, l'usine NTN fabrique des transmissions. Cet équipementier qui compte plus de 22 000 salariés dans une trentaine de pays prétend que « la crise » l'oblige à virer 127 de ses 620 salariés d'Allonnes. Il est grand temps que la colère de l'ensemble du monde du travail, pas juste d'une usine isolée, oblige plutôt les PDG à limer les dents des actionnaires et prendre sur les profits accumulés ces dernières années pour maintenir l'emploi !

Bibendum gonflé de fric

Michelin a annoncé 1,9 milliards de profits pour 2024, ça ne l'empêche pas de vouloir fermer les sites de Vannes et Cholet : 1 254 salariés menacés de licenciement. Ce bibendum, il va bien falloir le crever.

Argentine : Milei creuse les inégalités

Le président d'extrême droite argentin Javier Milei a réévalué la monnaie du pays, le peso. Mais cela ne profite pas pour autant aux classes populaires. Alors que le salaire minimum s'élève à 265 euros par mois, il faut 3 euros pour s'offrir un café dans un bar ou 1,70 euro pour un seul yaourt !

Par contre, les Argentins les plus riches profitent de leur monnaie forte à l'étranger : les voyages touristiques ont bondi de 76 % en un an.

8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes !

En France, la liberté de recourir à l'avortement est inscrite depuis un an dans la Constitution. Mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé le pratiquant, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, dans le milieu du cinéma notamment, les féminicides sont néanmoins toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées, moins considérées, reléguées au rôle de mères. Dans le monde, les femmes voient leurs droits attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite, comme aux États-Unis avec Trump.

Samedi 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus de ces violences et discriminations sexistes. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre !